

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 10/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TTM ENVIRONNEMENT (ex RECYWASTE ENV)

6, rue Denis Papin
ZI
57690 Créhange

Références : CREHANGE_TTM_ENVIRONNEMENT_2026-04-10_RAPVI_AR-EAUX-
PLUVIALES_MED_LV_02688
Code AIOT : 0006207902

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement TTM ENVIRONNEMENT (ex RECYWASTE ENV) implanté 6, rue Denis Papin ZI 57690 Créhange. L'inspection a été annoncée le 23/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 10 mars 2026 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de contrôle ciblée sur la gestion des eaux pluviales des sites présentant des enjeux environnementaux, notamment ceux relevant du stockage et de la distribution d'hydrocarbures et stations-service ainsi que des installations de tri et de transit de déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TTM ENVIRONNEMENT (ex RECYWASTE ENV)
- 6, rue Denis Papin ZI 57690 Créhange
- Code AIOT : 0006207902
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TTM Environnement est autorisée à exploiter une déchetterie industrielle sur le territoire de la commune de Créhange, par arrêté préfectoral modifié n° 2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010.

L'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est également applicable à l'installation.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 30/03/2010, article 3.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - article 5.6	Demande d'action corrective	8 mois
6	Valeurs limites applicables aux rejets	Arrêté Préfectoral du 30/03/2010, article 3.3.7 et 3.3.8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Raccordement à une station d'épuration	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - article 5.4 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositif de traitement adéquat	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - article 5.1 (partiel)	Sans objet
3	Entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - article 5.2	Sans objet
5	Conditions de	Arrêté Ministériel du 06/06/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	prélèvement	article Annexe I - article 5.5	
8	Transmission sur GIDAF	Arrêté Préfectoral du 30/03/2010, article 8.2.1 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (l'inspection) a notamment constaté lors de la visite du 10 mars 2026 :

- des manquements vis-à-vis de la réglementation applicable sur le plan des réseaux d'eau de l'installation (cf. point de contrôle n°1) ;
- le non-respect de la fréquence de suivi des analyses des eaux pluviales sur les 4 dernières années (cf. point de contrôle n°4).
- l'absence de justificatif de l'autorité compétente en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte autorisant le raccordement des effluents de l'exploitant à la station d'épuration communale de Créhange (cf. point de contrôle n°7).

Les non-conformités constatées font l'objet de demandes d'actions correctives à l'exploitant.

Par ailleurs, l'inspection a constaté le dépassement des valeurs limites en concentration des paramètres MES et DCO sur le point de rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées en 2025 (cf. point de contrôle n°6). L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous 3 mois l'article 3.3.8 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2010, article 3.2.2
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : "Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ; -les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)".
Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection :

- un plan de distribution de l'eau potable sur le site à jour, d'août 2021, dont l'usage est destiné à l'alimentation des sanitaires ;
- deux plans de recueil des eaux usées sanitaires et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées à jour, d'août 2021 et du 30 novembre 2022. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont rejetées dans le réseau d'eaux pluviales communal de la ZAC après traitement par un séparateur d'hydrocarbures. Les eaux usées sanitaires rejoignent la STEP urbaine via le réseau communal puis sont rejetées dans la Nied Allemande.

Les plans présentés contiennent :

- le point de branchement de la distribution de l'eau sur le site provenant du réseau d'adduction public communal de Créhange ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les vannes, obturateurs et regards ;
- les ouvrages d'épuration interne (séparateur d'hydrocarbures) ;
- les deux points de rejet des effluents (un point de rejet pour les eaux usées sanitaires et un point de rejet pour les eaux pluviales) ;
- le compteur d'eau d'entrée de l'installation ;
- la citerne enterrée de confinement des eaux en cas d'incendie.

Le point de contrôle des eaux pluviales n'est pas matérialisé sur le plan.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter sous un mois le plan des réseaux de l'installation en y mentionnant le point de contrôle des eaux pluviales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Dispositif de traitement adéquat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - article 5.1 (partiel)

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

"Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.

Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. [...]"

Constats :

L'inspection constate, avec le plan des réseaux de l'installation et la cohérence de ce dernier lors de la visite terrain que tous les effluents aqueux sont canalisés.

<p>Le réseau de collecte permet d'isoler les eaux usées sanitaires des eaux pluviales. L'activité exercée sur le site n'induit pas d'eaux de process.</p> <p>L'inspection constate que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les déchets entreposés, sont traitées avant rejet dans l'environnement par un séparateur d'hydrocarbures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Entretien des ouvrages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - article 5.2</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées".</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> le protocole d'entretien du dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (séparateur d'hydrocarbures) assuré par la société Malezieux à Woippy : vidange, hydrocurage des canalisations d'arrivées et de départ, lavage haute pression des parois du séparateur, acheminement vers la société de traitement Evapur. Une périodicité de 1 année est retenue pour son entretien ; les deux derniers rapports de suivi du nettoyage du séparateur réalisé par la société Malezieux, les 12 novembre 2025 et 4 mars 2026 ; les bordereaux de traitement des déchets dangereux associés. <p>L'inspection n'a pas d'observation à la lecture de ces documents.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mesures périodiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - article 5.6</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.3 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point".</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports d'analyse des eaux pluviales susceptibles d'être polluées des 1er juillet 2021, 15 mars 2023 et 30 octobre 2025.</p>

L'inspection note :

- que les prélèvements et analyses sont réalisées par la société Aspect Environnement, qui est un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement ;
- que la fréquence de mesure n'est pas respectée. Aucune analyses n'ont été réalisées en 2022 et 2024. L'exploitant précise :
 - qu'aucune analyse n'a eu lieu en 2022 en raison de l'absence de pluviométrie lors des interventions programmées de l'organisme effectuant les mesures les 11 avril 2022 et 15 avril 2022. Cette explication n'est pas recevable ;
 - qu'aucune analyse n'a eu lieu en 2024 en raison d'un oubli de programmation d'une date d'analyse en raison d'un changement de personnel au sein de la société TTM Environnement. Cette explication n'est pas recevable.

L'exploitant a présenté à l'inspection un bon de commande du 3 mars 2026 pour une intervention programmée de la société Aspect Environnement le 7 octobre 2026 pour l'analyse des eaux pluviales en sortie du séparateur d'hydrocarbures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La fréquence de suivi des analyses des eaux pluviales n'est pas respectée sur les 4 dernières années. Néanmoins, considérant que l'exploitant a réalisé une mesure au titre de l'année 2025 (le 30 octobre), et qu'une commande est programmée en 2026 (le 7 octobre 2026), l'inspection ne propose pas de sanction administrative dans l'immédiat.

Il est demandé à l'exploitant de réaliser avant le 30 octobre 2026 une mesure des concentrations des différents polluants requis sur les eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 mois

N° 5 : Conditions de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - article 5.5

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

"Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.

Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluent".

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports d'analyse des eaux pluviales susceptibles d'être polluées des 1er juillet 2021, 15 mars 2023 et 30 octobre 2025.

L'inspection note :

- que les prélèvements en 2022 et 2023 sont réalisés à partir d'un échantillon prélevé proportionnellement au temps sur une durée de 24 heures ;
- que les prélèvements en 2025 sont réalisés à partir d'un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur une durée de 24 heures ;
- les contrôles sont réalisés sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluent.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limites applicables aux rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2010, article 3.3.7 et 3.3.8

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Article 3.3.7 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié :

"[...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température <30°C ; [...]"

Article 3.3.8 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié :

"L'exploitant est tenu de respecter, en sortie du décanteur-déshuileur les valeurs limites en concentration suivantes (référence du rejet vers le milieu récepteur : n° 1 [cf. repérage du rejet sous l'article 3.3.5]) :

MEST : < 30 mg/l

DCO : < 30 mg/l

Hydrocarbures totaux : < 10 mg/l"

Article 5.3 (partiel) de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

"Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

- pH : 5,5 - 8,5 ;

[...]

- indice phénols : 0,3 mg/l si le flux est supérieur à 3 g/j ;

[...]

- métaux totaux : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.

Ces valeurs limites sont respectées en moyenne annuelle quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration".

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports d'analyse des eaux pluviales susceptibles d'être polluées des 1er juillet 2021, 15 mars 2023 et 30 octobre 2025.

L'inspection note :

- que l'ensemble des paramètres requis sont analysés ;
- que les valeurs limites d'émission en concentration sont respectées pour l'ensemble des paramètres analysés en 2021 et 2023 ;
- que les valeurs limites d'émission en concentration ne sont pas respectées en 2025 pour les paramètres MES (43 mg/L) et DCO (400 mg/L). Les autres paramètres analysés n'appellent pas de remarque de l'inspection.

L'exploitant précise, dans le rapport d'analyse de 2025 que le rejet est raccordé à la station d'épuration communale de Créhange. De fait, celui-ci considère :

- que les valeurs limites d'émission de l'arrêté préfectoral d'autorisation ne sont pas adaptées à son installation ;
- que les valeurs limite d'émission applicables sont celles permises à l'annexe I, article 5.4 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, considérant le raccordement à une station d'épuration urbaine (MEST : 600 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l).

L'inspection rappelle à l'exploitant que lorsque l'installation est soumise au respect de différentes réglementations applicables, la plus contraignante s'applique. Les valeurs limites d'émission en concentration pour la DCO et les MES étant plus contraignantes dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'exploitant du 30 mars 2010 modifié, ces dernières s'appliquent de fait.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter sous 3 mois l'article 3.3.8 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 modifié, concernant les valeurs limites d'émission des paramètres DCO et MES.

L'inspection rappelle à l'exploitant, s'il considère que la prescription de l'article 3.3.8 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-133 du 30 mars 2010 est inadaptée à son installation, que le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté, conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement, avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires (dont une autorisation de déversement ou convention de déversement avec la station d'épuration communale de Créhange si les valeurs limites d'émission envisagées sont celles de l'annexe I, article 5.4 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Raccordement à une station d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I - article 5.4 (partiel)

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

"Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte. [...]"

Constats :

L'exploitant a indiqué à l'inspection que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées rejoignent le réseau d'eau pluvial communal de la ZAC après traitement avant de transiter par la station d'épuration communale de Créhange puis de se rejeter dans la Nied Allemande.

L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection une autorisation de déversement ou convention de déversement établie avec la station d'épuration communale de Créhange pour la gestion des eaux pluviales de l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de fournir sous 3 mois un justificatif de l'autorité compétente en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte autorisant le raccordement des effluents de l'exploitant à la station d'épuration communale de Créhange (autorisation de déversement et/ou convention de déversement).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Transmission sur GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2010, article 8.2.1 (partiel)

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

"[...] Le rapport de ce contrôle est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant sa réception, accompagné de commentaires sur la conformité du rejet et, le cas échéant, sur les mesures prises ou prévues pour remédier à une situation non-conforme".

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection, via l'application GIDAF :

- les rapports d'analyse des eaux pluviales susceptibles d'être polluées des 1er juillet 2021, 15 mars 2023 et 30 octobre 2025 et les analyses associées. L'inspection constate, pour les dépassements des VLE en 2025 (MES et DCO), que l'exploitant a justifié la conformité du rejet, selon la réglementation qui lui semblait applicable (cf. point de contrôle n°5) ;
- les deux fiches justificatives de l'organisme agréé en 2022 pour l'absence de prélèvement.

Le cadre GIDAF a été modifié suite à l'inspection pour intégrer les paramètres suivants :

température, pH, indice phénols, métaux totaux qui n'y figuraient pas jusqu'alors.

Type de suites proposées : Sans suite